



AU-DELÀ DES OBJECTIFS

Un programme ambitieux pour remettre l'aide sur la bonne voie



OXFAM

L'aide peut grandement contribuer à réduire les inégalités de manière significative. Il y a un large consensus sur le fait que la réduction des inégalités est essentielle pour mettre fin à la pauvreté, parvenir à la justice de genre et lutter efficacement contre le changement climatique. Il est donc urgent que les bailleurs en fassent une priorité dans leurs politiques d'aide. Pour que ce cercle vertueux porte ses fruits, il est en outre impératif de rééquilibrer la prise de décisions en matière d'aide, en veillant à ce que cela se fasse de manière inclusive et en plaçant la société civile et les gouvernements des pays du Sud au cœur du processus.

S'appuyant sur les conclusions du rapport d'Oxfam *Droit au but ? Pour une aide au développement qui cible la lutte contre les inégalités*, publié en 2019, ce rapport présente une nouvelle feuille de route révisée pour remettre l'aide sur la bonne voie au regard des évolutions récentes du paysage du développement et face aux crises multiples qui frappent notre monde. Il formule 10 recommandations concrètes pour s'assurer que le financement du développement contribue efficacement à bâtir un monde plus égalitaire et plus durable.

À la publication de ce rapport, en mars 2025, de nombreux bailleurs de fonds annoncent une baisse des financements sans précédent, rendant l'avenir de l'aide et de la solidarité internationale incertain. L'étendue de ces réductions et l'impact qu'elles auront sont encore inconnues. Il est donc plus important que jamais de s'accorder sur un programme ambitieux pour remettre l'aide sur la bonne voie. Oxfam a la conviction profonde que les gouvernements ont le devoir moral de tenir leurs promesses et de construire un futur dans lequel l'aide pourra atteindre ses objectifs : sauver des vies, éradiquer la pauvreté et les inégalités extrêmes, promouvoir le bien-être et créer un monde en paix et plus prospère pour tou-te-s.

Auteur : Salvatore Nocerino

Commanditaire : Antonio Gambini

Nous remercions tout particulièrement Emma Seery, Jessica Chirichetti et Karen Hirschfeld pour leur précieuse contribution à la recherche et à l'analyse dans le cadre de la rédaction de ce rapport.

Oxfam remercie également Alan Anic, Alessandra Croppi, Amina Hersi, Anjela Taneja, Anna Marriott, Ashlee Thomas, Ben Van Gils, Chiara Putaturo, Didier Jacobs, Erick Onduru, Francesco Petrelli, Francis Agbere, Helen Stawski, Jan Kowalzig, Julia Manresa, Linda Oduor-Noah, Louis-Nicolas Jandeaux, Kwesi Obeng, Marin Belhoussein, Max Lawson, Nafkote Dabi, Naomi Majale, Nathan Coplin, Pablo Martínez Oses, Rebecca Shadwick, Sara Duvisac, Sandra Dworack, Stephanie Pope, Susana Ruiz Rodríguez et tou-te-s les autres membres du personnel d'Oxfam impliqués dans sa réalisation.

© Oxfam International, mars 2025

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

DOI : 10.21201/2025.000058

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et Morgane Menichini.

Photo de couverture : Tahera (à gauche), Hamida (au centre) et Samina Begum à la banque alimentaire. Chaque fois qu'elles et ils cuisinent, les membres de la banque alimentaire mettent de côté une poignée de riz, qu'elles et ils déposent dans un conteneur chaque mois. Ce riz est ensuite utilisé dès qu'elles et ils en ont besoin. SKS, un partenaire d'Oxfam, apporte son soutien aux banques alimentaires et à d'autres projets de réduction des risques de catastrophe à Gaibandha, au Bangladesh.

RÉSUMÉ

Notre monde est empreint d'instabilité croissante, et la colère monte. Les tensions entre les pays du Sud et les nations riches sont à un niveau que nous n'avons pas connu depuis des décennies, amplifiées par la pandémie de COVID-19, l'explosion des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité, sans parler du poids écrasant du service de la dette. Au niveau national, les manifestations se multiplient dans un contexte de mécontentement croissant vis-à-vis des gouvernements et alors que la plupart des États imposent des mesures d'austérité.

Les inégalités, tant au niveau national qu'à l'échelle mondiale, atteignent des degrés extrêmes : selon la Banque mondiale¹, à peine 8 % des pays affichent un faible niveau d'inégalités, tandis que tous les pays (sauf un) affligés par de fortes inégalités sont des pays du Sud.

Pour autant l'*Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*² produit par Oxfam et Development Finance International révèle des tendances négatives dans les politiques publiques de lutte contre les inégalités dans la majorité des pays depuis 2022. Quatre pays sur cinq ont appliqué des coupes budgétaires dans les secteurs de l'éducation, de la santé et/ou de la protection sociale. Quatre sur cinq ont fait marche arrière sur la fiscalité progressive et neuf sur dix ont vu reculer les droits du travail et les salaires minimum.

Réduire les inégalités : la clé pour éradiquer la pauvreté et sauver notre planète

Au rythme actuel, la pauvreté extrême perdurerait pendant encore au moins 60 ans³, des décennies après l'objectif de 2030. Mais nous pouvons accélérer les progrès en réduisant les inégalités. Selon les estimations de la Banque mondiale, nous pourrions atteindre cet objectif 40 ans plus tôt en réduisant l'indice de Gini de 2 % chaque année⁴.

Nous vivons aussi dans un monde où la crise climatique empire de jour en jour. Ses impacts les plus graves frappent les territoires les plus pauvres et les plus inégalitaires, qui ont en outre le moins de ressources pour y faire face. Par exemple, les inondations extrêmes tuent sept fois plus dans les pays les plus inégalitaires⁵.

Là encore, lutter contre les inégalités contribuerait à désamorcer cette bombe à retardement. Il est démontré que la réduction des inégalités diminue le niveau de croissance économique nécessaire pour sortir les gens de la pauvreté, ce qui veut dire moins d'énergie et moins de carbone⁶.

Le pouvoir de l'aide pour réduire les inégalités et éradiquer la pauvreté

L'aide peut et doit jouer un rôle essentiel dans la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, contribuant ainsi à un monde plus équitable et plus durable. L'aide est le principal outil redistributif et concessionnel permettant de doter les pays pauvres de ressources supplémentaires afin de lutter contre les inégalités sans alourdir leur dette ni creuser leur déficit fiscal. C'est également une question de justice, le fossé gigantesque entre les nations historiquement riches et les pays du Sud étant en soi le fruit de l'exploitation passée et présente.

Le principal objectif des gouvernements du monde entier devrait être d'œuvrer ensemble à la définition d'objectifs clairs assortis de délais pour réduire les inégalités au niveau national et international. Privilégier l'allocation de l'aide à destination de secteurs qui se sont révélés efficaces pour réduire les inégalités, comme la protection sociale, la santé et l'éducation, soutenir la mobilisation de ressources domestiques grâce à des réformes pour une fiscalité progressive et lutter contre les causes structurelles et profondes des inégalités de genre sont autant de moyens de nous rapprocher de ces objectifs.

Nous avons besoin d'une aide prévisible et qui s'inscrit sur le long terme afin de soutenir les budgets et les plans nationaux de réduction des inégalités. Ce type d'aide est le plus efficace pour sauver des vies et éradiquer la pauvreté rapidement. Il contribuera à restaurer le soutien de l'opinion publique dans les pays riches, actuellement sceptique.

Dans le même temps, il est urgent de faire cesser la dilution rapide de l'aide. Les bailleurs doivent s'évertuer à éviter les modalités d'aide qui exacerbent les inégalités. Ils doivent également veiller à ce que les prises de décision quant à ce qui est considéré comme de l'aide et la manière dont elle est allouée se déroulent de manière plus égalitaire et démocratique, en donnant aux gouvernements et citoyen·nes des pays partenaires davantage de pouvoir dans ce processus.

Les montants de l'aide doivent également être plus ambitieux. L'engagement de 0,7 % destiné à l'aide a été un moyen d'encourager les bailleurs à amplifier leurs efforts et constitue un objectif sur lequel nous pouvons leur demander des comptes. Toutefois, dans les faits, la plupart des bailleurs n'ont pas tenu cette promesse. Le manque cumulé au fil des ans pour les nations les plus pauvres s'élève aujourd'hui à 7 200 milliards de dollars. Il apparaît désormais clairement que les besoins énormes et croissants des pays du Sud exigent un nouvel objectif allant bien au-delà de 0,7 % du revenu national brut (RNB) des pays du Nord.

Dans le présent rapport, nous proposons une nouvelle feuille de route de l'aide pour un monde nouveau. Celle-ci doit veiller à ce que l'aide soit définie, conçue et fournie comme un puissant outil de réduction des inégalités. Il s'agit d'une vision de l'aide en tant que composante essentielle de la solidarité mondiale, visant à bâtir un monde plus égalitaire et durable où la pauvreté n'existerait plus que dans les livres d'histoire. C'est une feuille de route pour s'assurer que l'aide jouera son rôle vital pour combler le fossé entre les pays riches et ceux du Sud, pour le bien de toute l'humanité.

Recommandations : plan en 10 points d'Oxfam pour adapter l'aide aux exigences de demain

1. Définir des plans clairs et assortis de délais pour lutter contre les inégalités et financer une révolution concernant les données sur les inégalités

Afin de mieux lutter contre les inégalités, les acteurs du développement ont besoin de meilleurs outils pour mesurer et évaluer leurs politiques. Les indicateurs actuels ne permettent pas de tenir compte des disparités dans les hautes sphères et ne sont souvent pas actualisés. Des données plus précises permettraient aux bailleurs et aux gouvernements des pays bénéficiaires de travailler ensemble pour fixer des objectifs clairs et des plans assortis de délais pour lutter contre les inégalités, ainsi que pour mesurer et rendre compte des progrès accomplis.

2. Investir dans le renforcement des services publics et des systèmes de protection sociale

Les investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale réduisent le fossé entre les riches et les pauvres. Il convient donc d'augmenter considérablement l'aide dans ces secteurs qui réduisent les inégalités. Par ailleurs, les bailleurs devraient soutenir la création d'un fonds mondial pour la protection sociale qui établisse des planchers de protection sociale dans les pays à faible revenu.

3. Renforcer les systèmes fiscaux

Il est indispensable de mettre en place une fiscalité progressive pour réduire les inégalités et accélérer la lutte contre la pauvreté. Les bailleurs doivent intensifier leur aide en matière de mobilisation des ressources domestiques afin de respecter *a minima* l'engagement pris dans le cadre de l'Initiative fiscale d'Addis de consacrer 441 millions de dollars par an d'aide à la mobilisation des ressources domestiques. Ils doivent également soutenir un rééquilibrage des systèmes fiscaux nationaux en faveur d'une fiscalité progressive et éviter d'encourager les taxes régressives.

4. Adopter une perspective féministe en renforçant le soutien à l'aide transformatrice en matière de genre

Les bailleurs devraient adopter une approche transformatrice qui va au-delà d'une simple prise en compte des femmes, avec des investissements dans l'aide qui s'attaquent aux causes structurelles et profondes des inégalités de genre.

5. Soutenir l'espace civique pour renforcer le pacte entre les citoyen-nes et l'État et consolider la démocratie

Les bailleurs devraient en premier lieu soutenir la protection et la promotion de l'espace civique pour renforcer les systèmes démocratiques. L'aide a un rôle à jouer à cet égard, en soutenant les organisations de la société civile (OSC), en particulier les OSC locales qui sont en première ligne des crises et au contact direct des communautés.

6. Ne pas mettre l'aide au service des profits privés

Lors de toute interaction avec le secteur privé, les bailleurs doivent s'assurer que le développement est au cœur des objectifs des programmes. Ils doivent s'abstenir d'investir dans des sociétés privées en matière d'éducation et de santé.

7. Ne pas instrumentaliser l'aide

Les bailleurs doivent éviter d'utiliser les fonds destinés à l'aide comme un moyen de servir d'autres intérêts domestiques sans lien avec le développement. Cela implique notamment de cesser de comptabiliser comme de l'aide les coûts d'accueil des personnes réfugiées dans le pays du bailleur, car ces coûts ne contribuent pas à répondre aux objectifs fondamentaux de l'aide.

8. Renoncer aux modalités de l'aide qui alourdissent la dette des pays partenaires

Il convient de privilégier les subventions et réviser la manière dont sont comptabilisées les aides sous forme de prêts afin que la composante « subventions » ne soit pas surévaluée.

9. Transférer le pouvoir, décoloniser l'aide

Une réforme fondamentale de l'actuel système de gouvernance de l'aide est nécessaire pour permettre à l'ensemble des pays, des bailleurs et des destinataires de l'aide de participer ensemble au processus décisionnel concernant l'aide.

10. Augmenter les engagements quantitatifs en matière d'aide

L'objectif de 0,7 % pour l'aide doit être redéfini comme un niveau plancher, et non comme un plafond. C'est le minimum absolu auquel les bailleurs doivent s'engager au regard des besoins actuels.

NOTES

¹ Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report 2024. Pathways out of the polycrisis*. Dernière visite le 20 février 2025. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099101424092027337/pdf/P500855154ddde0b31827a1e9377c43d15e.pdf>

² A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*. Oxfam International. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>

³ Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report 2024. Pathways out of the polycrisis*. Op cit.

⁴ Ibid.

⁵ A. Khalfan et al. (2023), *Climate Equality: A Planet for the 99%*. Oxfam International. Dernière visite le 20 février 2025. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>

⁶ J. Millward-Hopkins (2022), Inequality can double the energy required to secure universal decent living. *Nat Commun* 13, 5028. <https://doi.org/10.1038/s41467-022-32729-8> ;

A. Khalfan et al. (2023), [2023] : *Climate Equality: A Planet for the 99%*. Op. cit. ;

Banque mondiale (2023), *The Climate Implications of Ending Global Poverty*. Dernière visite le 20 février 2025. [https://documents1.worldbank.org/curated/en/099557002242323911/pdf/IDU1bbf17510161a9145531b57a1ccaba7a1dc79.pdf?_gl=1*m6c834*_gcl_au*0DcxNDEyNjc4LjE3MTk1MDY3ODI#:-:text=In%20the%20reduced%2Dinequality%20scenario,inequality%20change%20\(Figure%203\)](https://documents1.worldbank.org/curated/en/099557002242323911/pdf/IDU1bbf17510161a9145531b57a1ccaba7a1dc79.pdf?_gl=1*m6c834*_gcl_au*0DcxNDEyNjc4LjE3MTk1MDY3ODI#:-:text=In%20the%20reduced%2Dinequality%20scenario,inequality%20change%20(Figure%203)).

À propos d'Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)



OXFAM